

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Troisième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 20-24 octobre 2003

## PROGRAMMES DE PAYS

Point 7 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation selon une  
procédure "d'approbation  
tacite"*

**F**

Distribution: GÉNÉRALE

**WFP/EB.3/2003/7/1**

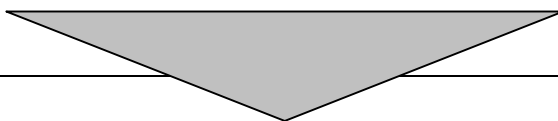
10 juillet 2003

ORIGINAL: ANGLAIS

## PROGRAMME DE PAYS— EL SALVADOR (2003–2007)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

# Note au Conseil d'administration



**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation selon une procédure "d'approbation tacite".**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ODPC): Mme Z. Mesa

Administratrice auxiliaire, ODPC: Mme J. Flentge tél.: 066513-2594

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



# Résumé

El Salvador a l'une des plus fortes densités de population de toute l'Amérique latine, avec 300 habitants au kilomètre carré. Une personne sur deux vit dans la pauvreté, et une sur quatre a moins de 1 dollar E.-U. par jour pour vivre. Pour l'ensemble de la population, la durée moyenne des études était de 5,4 années en 2001 (6,8 pour la population urbaine et 3,3 seulement pour la population rurale).

Le pays présente de profondes disparités socio-économiques, ainsi qu'en témoigne le Rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain de 2001 pour El Salvador. La pauvreté est la plus aiguë dans les départements de Cabañas, Morazán, Ahuachapán, Chalatenango et La Unión. En milieu rural, le coût de l'assortiment alimentaire de base dépasse de 20 pour cent le salaire minimum. Le pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition chronique y est presque le double du pourcentage correspondant en milieu urbain. Et, la situation des femmes continue de se caractériser par une participation marginale à la prise des décisions et à la gestion des ressources.

Le programme de pays pour la période 2003–2007 est établi à partir du schéma de stratégie de pays que le Conseil d'administration a approuvé en octobre 2002. Le cycle du programme de pays a été aligné sur le cycle de programmation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Le programme de pays tient compte aussi des nombreuses questions qui ont été examinées dans le cadre du processus de consultation permanent mené par le PAM avec le gouvernement, les organisations non gouvernementales et les organismes internationaux de coopération.

Le programme de pays a pour objectif de réduire le degré d'insécurité alimentaire parmi les enfants d'âge préscolaire et les élèves des écoles primaires, en particulier ceux qui vivent dans les zones les plus vulnérables, telles que définies par les travaux d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité. Il vise par conséquent à consolider le programme d'alimentation scolaire pour en assurer la continuité une fois que le PAM aura cessé d'apporter une aide alimentaire à El Salvador, fin 2007.

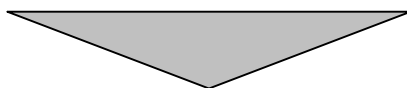
Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, ce programme de pays s'inscrit, dans le cadre de la politique visant à favoriser le développement, au titre de la priorité 2 —permettre aux ménages pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation— et au titre de la priorité 5 —permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources naturelles dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables.

Les objectifs du programme de pays seront atteints avec l'appui d'autres organisations des Nations Unies, d'institutions gouvernementales, d'organisations non gouvernementales nationales et internationales et des communautés locales, et en partenariat avec elles. La décentralisation de la prise des décisions concernant la mise en oeuvre du programme sera un élément déterminant de la réussite de ce programme.



Pour le programme de pays de la deuxième génération proposé pour El Salvador, qui couvre la période 2003–2007, le Directeur exécutif demande au Conseil d'administration d'approuver, selon une procédure "d'approbation tacite", dans la limite des ressources disponibles, l'allocation de 7 323 620 dollars, couvrant la totalité des coûts opérationnels directs de base.

## Projet de décision\*



Le Conseil approuve le programme de pays—El Salvador (2003–2007) (WFP/EB.3/2003/7/1), représentant un volume total de 18 889 tonnes de produits alimentaires et un montant de 7 323 620 dollars soit l'intégralité des coûts opérationnels directs de base.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



## ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS DU PAM

1. La stratégie du programme de pays de la deuxième génération est axée sur les enfants vivant dans les zones rurales des départements du pays qui sont les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Le programme de pays vise à répondre aux besoins éducatifs et nutritionnels des enfants âgés de 4 à 12 ans et de ceux des centres d'éducation préscolaire ou des six premières classes de l'école primaire. Ces centres et écoles seront ceux des zones rurales ou des zones urbaines démunies des départements d'Ahuachapán, Chalatenango, Cabañas et Morazán.
2. L'alimentation scolaire donne aux enfants une possibilité d'avenir meilleur grâce à une éducation plus solide et permet d'améliorer leur sécurité alimentaire et de leur apporter des aliments enrichis qui complètent leur régime alimentaire, ce qui réduit les problèmes nutritionnels, tels que l'avitaminose A et la carence ferrique. L'insécurité alimentaire en El Salvador est essentiellement due à l'insuffisance des sources possibles de revenu, qui empêche les familles pauvres des zones rurales de se procurer suffisamment d'aliments de bonne qualité.
3. Un aspect important de l'orientation stratégique vise à faire en sorte qu'une aide alimentaire continue d'être apportée aux enfants des écoles, même quand le PAM aura retiré son aide; le programme de pays complètera le processus de retrait progressif engagé pendant le programme précédent (1998–2002). La stratégie de retrait progressif repose sur le maintien de l'appui apporté par le gouvernement aux programmes d'alimentation scolaire et sur la contribution des communautés à ces programmes. Cependant, les nouveaux mécanismes de retrait progressif complèteront les efforts consentis par le gouvernement en permettant aux communautés de trouver des solutions durables pour poursuivre les programmes d'alimentation scolaire.
4. Compte tenu de cet objectif, le PAM mettra en place des mécanismes pilotes à base communautaire qui contribueront à la durabilité des programmes d'alimentation scolaire en El Salvador. Ces mécanismes prendront appui sur les contributions que les parents apportent déjà à ces programmes. Les activités seront donc essentiellement de caractère agricole, faciliteront la mise en oeuvre des programmes d'alimentation scolaire avec le soutien des communautés et amélioreront les moyens de subsistance des familles rurales. Il est essentiel d'insister sur l'importance de la participation des femmes, en particulier des femmes chefs de famille, à cette mise en oeuvre et aux mesures d'encouragement en matière d'éducation, de santé et de nutrition dans la famille. Les programmes d'alimentation scolaire ont une meilleure assise et sont plus durables quand les enseignants, les mères, les pères et les enfants sont à même de participer à certains de leurs aspects, comme l'alimentation et la nutrition, la santé préventive, l'assainissement de base et la diversification du régime alimentaire. Pendant la période 1998–2001, 80 000 parents et 7 000 enseignants ont été formés dans ces domaines.
5. Le programme de pays générera aussi des synergies pour renforcer l'engagement politique en faveur de l'alimentation scolaire et de la constitution de capital humain et social au niveau communautaire, ce qui permettra de continuer à apporter un soutien alimentaire aux enfants des écoles.
6. Le gouvernement s'est montré fermement résolu à suivre l'orientation stratégique du programme du PAM pour El Salvador. Il est parvenu progressivement à prendre entièrement en charge le programme d'alimentation scolaire dans 6 des 14 départements du pays. Dans les autres départements, il gère le programme avec les ressources fournies par



l'Agence des États-Unis pour le développement international (quatre départements) et par le PAM (quatre départements). Il s'est engagé à poursuivre ces efforts conformément au plan de retrait progressif du PAM qui est exposé dans le présent document.

7. La mise en oeuvre des activités prévues dans le programme de pays reposera sur la politique visant à favoriser le développement que le Conseil d'administration a approuvée en 1999. Les objectifs du programme sont conformes à deux des cinq priorités définies dans cette politique: permettre aux ménages pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation (priorité 2); et permettre aux ménages qui sont tributaires de ressources dégradées pour leur sécurité alimentaire de trouver des moyens de subsistance plus durables (priorité 5). Le recentrage du programme pour y inclure la priorité 5 découle d'un travail conceptuel réalisé par le bureau de pays avec le concours d'un consultant. Ce travail insistait sur l'appui aux moyens de subsistance et donne par conséquent plus de cohérence avec l'objectif de la priorité 5 et le but auquel elle répond.

### Axe stratégique du gouvernement

8. Ce programme de pays de la deuxième génération pour El Salvador (2003–2007) vient à l'appui des objectifs définis dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2003–2007 et tient compte des priorités stratégiques du gouvernement et du PAM. Il a été établi en étroite coordination avec le Gouvernement salvadorien, les partenaires stratégiques et les donateurs.
9. Le PAM a travaillé avec le gouvernement pour réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté, en contribuant à la formulation d'une politique nationale sur la sécurité alimentaire. Il a financé des programmes d'aide alimentaire destinés aux populations les plus vulnérables et touchant aux domaines suivants: santé et nutrition maternelles et infantiles, éducation préscolaire et enseignement primaire, agriculture et réparation des dommages causés par les catastrophes naturelles et les crises socio-économiques.
10. Le gouvernement et la communauté internationale ont défini par consensus trois grands objectifs de développement pour El Salvador: i) réduction de la pauvreté rurale; ii) amélioration du type et de la qualité des services sociaux de base; et iii) promotion de la participation et de la responsabilité sociales. Le ciblage des activités sur les plus démunis et le renforcement de la capacité d'organisation des communautés caractérisent le travail du PAM en El Salvador. Dans la place faite au développement humain et social des communautés rurales, les familles pauvres et leurs communautés sont intégrées au processus général de développement du pays.
11. Le programme de pays contribuera à atteindre les objectifs de développement du Millénaire: réduire de moitié la pauvreté et la faim d'ici à 2015; assurer l'éducation primaire à tous; et promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ces objectifs sont également conformes aux engagements pris au Sommet mondial de l'alimentation de 1996.
12. Le programme de pays contribuera aussi au respect des Engagements renforcés en faveur des femmes pris par le PAM en application des recommandations de la Conférence mondiale sur les femmes, Beijing 1995, pour ce qui est en particulier de la participation des femmes à la prise des décisions et à la gestion des ressources.

### ACTIVITÉS DU PROGRAMME DE PAYS

13. Les activités du programme de pays seront mises en oeuvre dans les départements identifiés par l'Unité chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV)



comme étant ceux où les degrés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont les plus élevés: Ahuachapán, Morazán, Cabañas et Chalatenango.

14. C'est dans ces quatre départements que l'indice du développement humain est le plus bas en El Salvador. Le PAM maintiendra son assistance dans le cadre des programmes d'éducation pour tous, de soins intégrés aux enfants et d'aide aux familles les plus démunies mis en oeuvre par le gouvernement, agissant par l'intermédiaire du Ministère de l'éducation, l'Institut salvadorien de développement intégré des enfants et des adolescents (ISNA), le Fonds d'investissement social pour le développement local en El Salvador et le Secrétariat national à la famille (SNF). Le PAM appuiera ce cadre institutionnel en favorisant l'établissement de partenariats stratégiques avec des institutions publiques, des organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales et le secteur privé.
15. Dans le schéma de stratégie de pays (SSP), La Unión a été définie comme l'un des quatre départements dans lesquels le PAM serait appelé à opérer. Or, le gouvernement a lancé un programme d'alimentation scolaire dans ce département. Et, comme toute modification de l'appui institutionnel qui toucherait les départements de Chalatenango et de La Unión aurait des répercussions financières et logistiques pour le gouvernement, le PAM a accepté de maintenir son appui au programme d'alimentation scolaire dans le département de Chalatenango et d'engager le processus de retrait d'abord dans ce département.
16. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) pour l'Amérique centrale (10212.0), que le Conseil d'administration a approuvée en octobre 2002, complètera les activités du programme de pays, en renforçant la capacité des communautés de faire face à l'impact des catastrophes naturelles et de préserver les acquis du développement, en particulier dans le cadre de l'activité 2 du programme.

## RESSOURCES ET PROCESSUS D'ÉLABORATION DU PROGRAMME DE PAYS

17. Le nombre de bénéficiaires de ce programme de pays pour la période allant de juillet 2003 à décembre 2007 et les quantités de produits alimentaires nécessaires s'établissent comme suit:

RÉCAPITULATION DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME DE PAYS								
	Activité 1				Activité 2			
	Filles	Garçons	Tonnes	Dollars	Femmes	Hommes	Tonnes	Dollars
Année 1	95 000	87 700	2 795,30	1 888 632	210	90	30,40	6 115
Année 2	99 800	92 100	5 872,10	1 983 736	1 575	675	209,60	45 872
Année 3	74 000	68 200	4 351,30	1 469 970	2 835	1 215	273,40	82 570
Année 4	56 700	52 400	3 338,50	1 127 804	2 625	1 125	151,90	76 454
Année 5	30 500	28 100	1 793,20	605 768	1 260	540	72,90	36 698
<b>Total</b>	<b>356 000</b>	<b>328 500</b>	<b>18 150,40</b>	<b>7 075 910</b>	<b>8 505</b>	<b>3 645</b>	<b>738,10</b>	<b>247 709</b>

*Note:* L'augmentation de la deuxième année tient compte de l'accroissement (estimation officielle) du nombre des inscriptions scolaires, et la diminution de la troisième année correspond au début de la stratégie de retrait progressif, le PAM quittant le département de Chalatenango à la fin de cette année.



18. La contribution du PAM aux deux activités fondamentales se chiffre à 7 323 620 dollars et correspond à un total de 18 889 tonnes de vivres sur une période de quatre ans et demi. Ce montant couvre le coût des vivres, les coûts opérationnels directs (COD) et les dépenses de transport. La contribution du gouvernement à la mise en oeuvre du programme est estimée à 12 327 647 dollars, y compris le coût du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM).
19. Le programme de pays a été élaboré en étroite coordination avec le gouvernement, les donateurs et les partenaires stratégiques, en particulier les organismes des Nations Unies ci-après: Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), PNUD et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La stratégie et les modalités de mise en oeuvre en ont été examinées au cours de réunions de coordination avec le gouvernement, dans le cadre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.
20. Le plan de mise en oeuvre et les activités du programme de pays découlent du SSP et s'appuient sur les résultats du programme précédent (1998–2002). Le programme de pays tient compte des recommandations faites par différentes équipes d'évaluation, l'équipe du SSP et l'équipe d'élaboration de l'IPSR 10212.0.

## ACTIVITÉS DU PROGRAMME DE PAYS

### Activité fondamentale 1: Constitution de capital humain grâce à un programme d'alimentation scolaire mené dans les centres d'éducation préscolaires et les écoles élémentaires

#### ⇒ *Orientation stratégique*

21. L'orientation stratégique de l'activité fondamentale 1 vise à créer les conditions permettant aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation.
22. Le programme d'alimentation scolaire en El Salvador est parmi l'un des plus importants services sociaux fournis par le gouvernement. Depuis son lancement il y a près de 20 ans, un consensus solide, associé à une mise en commune des stratégies, s'est établi entre le gouvernement, le PAM, les donateurs internationaux, les ONG et des organismes privés. Les résultats obtenus jusqu'ici sont manifestes et indiquent clairement à toutes les parties qu'il faut poursuivre le programme et s'efforcer à l'avenir d'en assurer la durabilité. Avec ce programme de pays, le PAM est arrivé à l'étape finale de son appui à l'alimentation scolaire dans le pays.

#### ⇒ *Analyse des problèmes*

23. Différents facteurs contribuent à l'insécurité alimentaire dont souffrent les enfants des écoles en milieu rural. Il y a plus de 20 pour cent de la population salvadorienne — 1,2 million d'habitants — dont le revenu est inférieur au coût de l'assortiment alimentaire de base, qui est équivalent à 2 100 kilocalories par personne et par jour. Ce pourcentage est encore plus élevé dans les quatre départements cibles: Cabañas (47 pour cent), Ahuachapán (44 pour cent), Morazán et Chalatenango (33 pour cent). De plus, la hausse des prix des produits qui entrent dans l'assortiment alimentaire de base ne s'est pas accompagnée d'une augmentation du salaire minimum, approuvée par le gouvernement. Au cours des cinq dernières années, le coût des produits alimentaires dans les zones rurales





a augmenté de plus de 30 pour cent, essentiellement à cause de l'impact des tremblements de terre et autres catastrophes naturelles, dont des inondations et des sécheresses.

24. La Banque mondiale signale que les niveaux d'instruction en El Salvador figurent parmi les plus bas en Amérique latine et dans les Caraïbes, le pays n'étant suivi à cet égard que par le Guatemala et Haïti. L'UNICEF a indiqué qu'en 1998, 15 pour cent des enfants et adolescents de 7 à 17 ans étaient analphabètes. L'éducation préscolaire est très limitée, et le nombre des centres financés par le gouvernement est insuffisant. D'après les statistiques de la Banque mondiale, il n'y a que 14,7 pour cent des enfants qui fréquentent les centres d'éducation préscolaire.
25. Quelle que soit leur situation socio-économique, les élèves qui bénéficient d'un bon régime alimentaire obtiennent de meilleurs résultats scolaires. Entre 22 et 28 pour cent des enfants des quatre départements cibles souffrent de malnutrition chronique alors que la moyenne nationale est de 20 pour cent. Selon les estimations, ce chiffre passe à 23 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans. Il atteint 35 pour cent dans les zones rurales pauvres du département d'Ahuachapán. Dans ces zones, les enfants des familles pauvres se rendent généralement à l'école l'estomac vide, ce qui nuit à leur capacité d'apprentissage. Au niveau national, et en particulier dans les zones rurales, les mauvaises pratiques sanitaires et nutritionnelles sont les principales causes de la mauvaise alimentation et de l'inefficacité des produits alimentaires.
26. L'éducation pour tous dans le pays reste un objectif hautement prioritaire, à atteindre. Le pourcentage des enfants d'âge scolaire effectivement scolarisés en 1999/2000 était de 74,5 pour cent pour les garçons et de 87,5 pour cent pour les filles. En 1998/1999, 31 pour cent de garçons et 28 pour cent de filles ont abandonné leurs études avant la cinquième classe; 8,3 pour cent de garçons ont redoublé, et 6,8 pour cent de filles (UNESCO).

### ⇒ **Objectifs et résultats escomptés**

27. Les **objectifs** de l'activité sont les suivants:
- améliorer le pouvoir de concentration et la capacité d'apprentissage en réduisant la faim à court terme;
  - améliorer la scolarisation et la fréquentation dans les écoles primaires et les centres d'éducation préscolaire;
  - réduire le nombre des abandons scolaires dans les écoles primaires et les centres d'éducation préscolaire; et
  - développer le recours aux meilleures pratiques de manutention des aliments et de soins de santé préventifs.
28. Les **produits** escomptés pendant la période de quatre ans et demi sur laquelle porte l'activité sont les suivants:
- 356 000 filles et 328 500 garçons ont reçu une ration alimentaire pendant 180 jours par an;
  - 1 500 écoles ont distribué les rations alimentaires en temps opportun; et
  - 356 000 filles et 328 500 garçons ont reçu quotidiennement un complément de micronutriments.



29. Les **produits** escomptés d'activités complémentaires, qui n'exigent pas l'apport d'une aide alimentaire, sont les suivants:
- 60 000 mères et pères ont pris conscience de l'importance de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire;
  - 61 500 mères, pères et enseignants sont formés aux bonnes pratiques en matière d'alimentation et d'hygiène; et
  - 85 pour cent des écoles primaires et centres d'éducation préscolaire sont équipés de cuisines fonctionnelles, de locaux d'entreposage, de réfectoires et de latrines séparées pour les garçons et les filles.

### ⇒ **Rôle et modalités de l'aide alimentaire**

30. L'aide alimentaire sera un moyen d'inciter à scolariser les enfants et à augmenter le nombre des inscriptions et la fréquentation dans les écoles primaires et les centres d'éducation préscolaire qui offriront aux enfants un milieu sûr où grandir en bonne santé et acquérir une instruction. De plus, elle apportera aux enfants un complément alimentaire de valeur nutritive précise et de teneur spécifique en micronutriments.
31. La ration quotidienne se composera de 75 grammes de mélange maïs-soja, 60 grammes de riz, 25 grammes de sucre et 10 grammes d'huile végétale. Elle fournira un apport journalier de 589,5 kilocalories et 17,7 grammes de protéines. Pour ce programme de pays, la ration a été simplifiée afin de rendre la tâche plus facile au gouvernement et aux communautés après le retrait de l'aide du PAM. Le gouvernement participe de plus en plus activement à l'achat sur place d'aliments enrichis.
32. Le mélange maïs-soja enrichi en vitamines et en micronutriments se présentera sous forme de boisson sucrée ou sera utilisé comme ingrédient principal dans des recettes traditionnelles. Les parents qui préparent les repas scolaires y ajouteront des légumes et d'autres produits. Les repas seront servis durant les deux premières heures de la journée d'école.

### ⇒ **Stratégie de mise en oeuvre**

33. La participation communautaire est un élément déterminant de la mise en oeuvre de cette activité fondamentale. La formation et le renforcement des compétences font partie intégrante de l'activité, et les parents, en particulier les mères, participeront activement aux sessions consacrées à l'organisation, à la gestion et aux pratiques sanitaires et nutritionnelles. Des conseils d'administration scolaire, composés d'enseignants, de parents et d'écoliers sont chargés de la gestion et de la distribution des produits alimentaires dans les écoles et les centres. Les mères jouent dans ces conseils un rôle essentiel qui sera renforcé: elles seront plus nombreuses et auront accès aux processus décisionnels. À cette fin, au moins 75 pour cent des coordonnateurs de conseil scolaire seront des femmes, et au moins 50 pour cent occuperont des postes de responsabilité.
34. La communauté participe à la préparation et à la distribution des repas aux enfants, à la construction des cuisines et des locaux d'entreposage, à l'aménagement d'un espace permettant aux enfants de manger dans un environnement salubre et propre, à l'approvisionnement régulier en eau potable et à la construction des latrines.

### ⇒ **Bénéficiaires et avantages escomptés**

35. Comme indiqué au tableau précédent, au total 356 000 filles et 328 500 garçons de 4 à 12 ans recevront une ration alimentaire quotidienne pendant 180 jours par an.



36. Les enfants et leurs familles en tireront un double avantage. L'activité a) placera les enfants dans les meilleures conditions possibles pour apprendre et grandir, en réduisant leur faim immédiate dès le début de la journée d'école; et b) améliorera leur régime alimentaire et assurera la prévention contre les maladies associées, en les faisant bénéficier régulièrement d'une alimentation nutritive, d'un meilleur état de santé et de meilleures conditions sanitaires.
37. Les écoles visées par l'activité sont celles qui sont situées dans les zones rurales ou dans les secteurs urbains paupérisés des quatre départements cibles. Ces écoles doivent avoir démontré qu'elles ont la capacité d'entreposer les produits alimentaires et de les préparer dans un environnement propre et salubre, et doivent avoir accès à un approvisionnement en eau potable. Ainsi qu'on l'a déjà dit, les parents participeront à la préparation des repas scolaires.

### ⇒ **Appui et coordination**

38. Le Conseil d'administration du programme d'alimentation scolaire est responsable de l'orientation stratégique et du suivi de la mise en oeuvre. Il regroupe quatre institutions: i) le SNF, par l'intermédiaire de la Division de l'aide alimentaire, coordonne l'aide alimentaire au niveau national et est chargé de la gestion financière ainsi que de la logistique depuis le port d'entrée jusqu'aux écoles; ii) le Ministère de l'éducation est le principal organisme d'exécution; iii) le Ministère des affaires étrangères, par l'intermédiaire du Secrétariat technique à l'aide extérieure, partage la responsabilité de la gestion financière avec la Division de l'aide alimentaire; et iv) le PAM fournit les intrants et est chargé du suivi du programme et de l'assistance technique. Un comité technique composé de personnel de chacune des quatre institutions apporte son concours au Conseil d'administration du programme.
39. Aux principales institutions et organisations visées ci-dessus s'ajouteront les partenaires stratégiques suivants: l'UNICEF et l'Organisation panaméricaine de la santé qui apporteront leur appui aux activités en matière d'éducation, de soins de santé, d'alimentation et de nutrition; la FAO qui contribuera à la création de potagers; et des ONG, (*Plan International*, Services de secours catholiques, Comité d'Oxford de secours contre la famine (OXFAM), *World Vision International*, et la Fondation salvadorienne pour le développement économique et social (FUSADES)), qui apporteront leur appui à l'organisation communautaire.

### ⇒ **Dispositif de suivi**

40. Grâce à l'actualisation de la base de données sur le suivi, le Conseil d'administration et le personnel chargé de la mise en oeuvre disposeront régulièrement d'informations fiables pour pouvoir prendre les décisions. Des modifications seront apportées aux systèmes actuels pour assurer la visibilité et la ponctualité des résultats. Il faudra renforcer la capacité du gouvernement —en ressources humaines et en matériel— afin de lui permettre d'assumer sa tâche en toute autonomie.
41. Le bon fonctionnement du système exige: a) une étude de base; b) des rapports réguliers établis par les organismes d'exécution; c) des visites sur le terrain dans les écoles et les communautés afin de réunir des données utiles; et d) une évaluation du processus et des résultats obtenus pendant les cinq années.
42. D'une manière générale, les écoles en El Salvador sont assez bien organisées. Les enseignants réunissent régulièrement des données qu'ils consignent dans des registres. Les exercices successifs de suivi menés pendant le programme de pays précédent (1998–2002)



ont montré que, sous cet angle, le système de suivi était fiable et fonctionnait plutôt bien. Le PAM continuera de renforcer la capacité du gouvernement de gérer les bases de données concernant la logistique et celles qui sont créées pour mesurer les résultats et l'impact.

## **Activité fondamentale 2: Activités communautaires pilotes visant à contribuer à la durabilité des programmes d'alimentation scolaire**

### **⇒ Orientation stratégique**

43. Les parents et les comités communautaires jouent un rôle primordial dans la mise en oeuvre des programmes concernant les centres d'éducation préscolaire et les écoles primaires. Les mères consacrent du temps à la préparation des repas, les pères se procurent le combustible et les familles donnent les produits alimentaires de complément.
44. Ces contributions représentent souvent un sacrifice pour les familles, et ne sont pas toujours régulières. L'école n'est pas assurée de leur suffisance ni de leur régularité car les familles sont pauvres et n'ont guère de possibilités de trouver des moyens de subsistance. Certaines familles apportent des contributions quand elles le peuvent parce qu'elles apprécient le programme d'alimentation scolaire mis en oeuvre dans leur communauté.
45. Si l'on veut que les familles et les communautés contribuent durablement aux programmes d'alimentation scolaire, il est essentiel d'adopter une démarche plus rationnelle et plus systématique qui facilite et favorise l'apport de ces contributions sans causer de perte de revenu ou de capacité d'épargne pour les familles pauvres. La stratégie de l'activité fondamentale 2 est axée sur le renforcement des moyens de subsistance des ménages tributaires de l'agriculture, qui connaissent l'insécurité alimentaire, pour qu'ils puissent apporter des contributions durables aux programmes d'alimentation scolaire de la communauté.
46. Le PAM et ses partenaires joueront un rôle essentiel pour faciliter plus largement et plus systématiquement la participation des communautés a) en mettant en place une formation pour organiser et renforcer les capacités des communautés et améliorer leurs compétences en matière de gestion; et b) en fournissant une assistance technique et des produits alimentaires pour aider les communautés à se lancer dans des activités de production génératrices d'un revenu durable.

### **⇒ Analyse des problèmes**

47. En El Salvador, la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire sont essentiellement le résultat de contraintes économiques qui font que les familles rurales pauvres ont des difficultés à assumer le coût quotidien de l'assortiment alimentaire de base, des difficultés qui sont notamment dues à la faiblesse des revenus, au peu de possibilités d'emploi, à la rareté des terres arables et à la taille des familles. Sur le plan foncier, l'agriculteur moyen possède ou loue 2,1 hectares de terre, dont seulement 20 pour cent sont cultivés. Au moins 20 pour cent des familles sont dirigées par des femmes et le ménage moyen compte six personnes, dont 3,3 ont moins de 15 ans. En moyenne, les femmes chefs de famille n'ont été scolarisées que pendant 2,6 ans.
48. Les statistiques montrent clairement que la sécurité des moyens de subsistance des familles rurales les plus pauvres ne peut s'améliorer qu'avec un appui extérieur. L'activité fondamentale 2 permettra d'assurer le renforcement de la capacité d'organisation initiale, d'apporter une assistance technique et des vivres pour faciliter la mise en oeuvre des activités nécessaires pour que les familles puissent contribuer durablement aux



programmes d'alimentation scolaire et que les enfants, en particulier ceux de moins de 5 ans, bénéficient régulièrement d'une alimentation saine.

49. Le gouvernement est tout à fait résolu à respecter le plan de transfert progressif exposé dans le présent programme de pays, mais il aura besoin d'un appui pour atteindre toutes les communautés dans les délais fixés et sur une base durable. Le programme de pays favorise l'établissement d'un partenariat entre le gouvernement et les communautés, le premier et les secondes apportant une contribution, dans les limites de leurs moyens respectifs, à la durabilité du programme d'alimentation scolaire. Le PAM facilitera l'intégration des appuis fournis par le gouvernement et les communautés, en renforçant les capacités à échelle nationale et communautaire afin d'assurer une gestion rationnelle et un apport régulier de ressources aux écoles. Le PAM est sensible au fait qu'il importe de ne pas peser trop lourdement sur les familles, mais au contraire de s'appuyer sur les efforts qu'elles consentent actuellement et de les rendre plus efficaces grâce à une meilleure organisation.

### ⇒ **Objectifs et résultats escomptés**

50. L'**objectif** de l'activité fondamentale 2 est le suivant: renforcement de la capacité d'appui des communautés à la durabilité du programme d'alimentation scolaire.
51. Les **produits** escomptés pendant la période de quatre ans et demi sur laquelle porte l'activité sont les suivants:
- 135 communautés sont à même de mener des activités opérationnelles de production et/ou de commercialisation des produits alimentaires et autres articles;
  - 12 150 mères et pères ont reçu au total 1 823 rations alimentaires mensuelles; et
  - 4 050 mères et pères ont bénéficié d'une formation à l'organisation du travail communautaire, à la gestion des fonds et aux activités de production.

### ⇒ **Rôle et modalités de l'aide alimentaire**

52. Les rations permettront de répondre en partie aux besoins alimentaires des familles pauvres, exposées à l'insécurité alimentaire, et les inciteront à participer aux sessions de formation et à la mise en oeuvre d'activités de production sur une base communautaire. Sur une période de trois ans, les familles participantes recevront: a) 7,5 rations mensuelles pendant la première année pour couvrir la formation, l'élaboration d'un plan d'action et les premières activités de mise en oeuvre; et b) 6 rations mensuelles pendant les deux années suivantes, réparties régulièrement, pour couvrir la poursuite des activités. La composante liquidités des fonds pour l'alimentation communautaire servira à acheter les intrants nécessaires. La ration familiale comprend 250 grammes de maïs, 125 grammes de riz, 50 grammes de haricots et 25 grammes d'huile végétale. Elle fournit un apport quotidien de 1 676 kilocalories et de 46,3 grammes de protéines.

### ⇒ **Stratégie de mise en oeuvre**

53. La stratégie de mise en oeuvre de l'activité fondamentale 2 s'appuie sur le fait que, précédemment, les familles ont contribué aux programmes d'alimentation scolaire dans les limites de leurs moyens, sous forme soit de travail, soit de dons de produits alimentaires complémentaires ou de bois de chauffe. Dans le cadre de projets vivres pour la formation et vivres contre travail communautaire, l'activité 2 permettra de renforcer la capacité des communautés et des familles de contribuer durablement aux programmes scolaires, grâce à l'augmentation de la productivité de la base de ressources naturelles et à la promotion de la diversification des moyens de subsistance. L'organisation et la participation



communautaires seront essentielles pour mettre en place des mécanismes pilotes qui permettront aux communautés de se lancer dans des activités productrices de vivres ou de revenu dont le produit sera consacré aux programmes d'alimentation scolaire. Ces mécanismes sont les "fonds d'alimentation communautaires". La création de potagers, dans les écoles et les communautés, la production de fruits et de céréales de base, la plantation d'arbres, l'aviculture, l'apiculture ainsi que le traitement et la conservation des produits figurent parmi les activités qui seront entreprises sur une base communautaire.

54. Dans le cadre des comités scolaires, composés de parents et d'enseignants, chaque communauté renforcera sa capacité d'entreposage et de manutention des produits alimentaires. À l'heure actuelle, ces comités supervisent déjà les tâches de manutention, mais de façon limitée. Désormais, leur capacité sera étendue à la gestion des liquidités et à la manutention de plus grandes quantités de vivres pendant de plus longues périodes. En outre, ils se chargeront de la planification et de la mise en oeuvre des activités de production pour faire en sorte que les produits reviennent régulièrement, par le biais des fonds d'alimentation communautaires, aux programmes d'alimentation scolaire. Toutes les sessions de formation et les activités communautaires seront menées avec les ONG, auxquelles le PAM apportera un appui. Les partenaires d'exécution, y compris les homologues gouvernementaux, les ONG et les responsables communautaires, bénéficieront d'une formation aux Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes, afin d'assurer la participation des femmes à la prise des décisions et aux activités opérationnelles.
55. Les fonds d'alimentation seront établis au niveau communautaire et fondés sur les principes suivants: transparence, efficacité, association, souplesse, décentralisation et durabilité. Un accord — signé par chaque comité scolaire, les participants des communautés (individuellement ou en association), les ONG et le PAM— définira les mécanismes organisationnels, les modalités d'administration du fonds, l'utilisation des ressources, les engagements de chaque partie, et leurs contributions respectives, y compris en ce qui concerne la formation et l'assistance technique fournie par le PAM, les ONG partenaires et les institutions locales concernées. Le processus de mise en place des fonds s'établira comme suit: 10 la première année, 65 la deuxième et 60 la troisième.
56. Les fonds seront mis en place conjointement avec le gouvernement et compléteront peu à peu les contributions des communautés. Le gouvernement prendra aussi à sa charge le coût du transport, de l'entreposage et de la manutention des vivres depuis le port d'entrée jusqu'aux communautés qui participent à l'activité.

### ⇒ **Participants et avantages escomptés**

57. Au total, 4 050 mères et pères d'enfants inscrits dans les centres d'éducation préscolaire des quatre départements cibles pourront participer au programme des fonds d'alimentation communautaires; il y aura en moyenne 30 participants adultes dans chacun des 135 fonds. Dans les activités du programme de pays, la préférence sera donnée aux femmes chefs de famille et aux membres les plus pauvres de la communauté. Les réunions seront organisées et les calendriers de travail arrêtés avec un soin particulier de manière à permettre aux femmes d'y participer.
58. Cette activité devrait avoir pour principal avantage d'assurer un apport plus durable de vivres pour les programmes d'alimentation scolaire et ainsi de réduire le décalage qui surviendra probablement quand l'aide du PAM cessera.
59. S'y ajoutera le fait que l'aide qu'elles recevront apportera aux familles exposées à l'insécurité alimentaire un complément alimentaire important qui leur permettra de se lancer dans des activités de production et de mieux résister face aux crises récurrentes. Les



participants devraient aussi tirer profit de la formation qui leur sera dispensée et de leur participation aux activités de production, qui procurera un complément de revenu à leurs familles.

### ⇒ **Appui et coordination**

60. Le SNF, agissant par l'intermédiaire de la Division de l'aide alimentaire, et l'ISNA assureront la coordination et apporteront un appui technique à la mise en oeuvre de l'activité, notamment en matière de logistique et de suivi. La FAO et le PAM passeront un accord pour faciliter le transfert de l'assistance technique au titre de la mise en place des activités de production et de l'organisation communautaire. La formation communautaire sera dispensée par des ONG (*Plan International*, Services de secours catholiques, OXFAM, *World Vision International* et FUSADES, entre autres).

### ⇒ **Dispositif de suivi**

61. Le dispositif de suivi actuel, qui a été mis au point dans le cadre du programme de pays précédent (1998–2002), n'exigera que de légères modifications. Le SNF, l'ISNA et le PAM, agissant en coordination, en assureront la gestion, qui sera reprise progressivement par l'ISNA. Des visites sur le terrain auront lieu régulièrement afin d'obtenir des informations rationnelles et fiables sur les activités menées dans les écoles et les communautés. Chaque communauté contribuera activement au suivi et à l'évaluation de l'activité ou des activités qu'elle mettra en oeuvre.
62. Les dispositifs de suivi des deux activités fondamentales sont intégrés aux niveaux de l'exécution et des résultats. Les fonctionnaires salvadoriens devraient aussi coordonner les efforts de manière à en assurer l'efficacité. Le PAM fournira les moyens techniques nécessaires à une intégration totale.

### **Activités d'appui**

63. Le traitement des données rassemblées pendant la mise en oeuvre du programme de pays se poursuivra dans le cadre du dispositif ACV mis en place en El Salvador, qui jouera un rôle déterminant pour identifier les communautés appelées à participer aux activités au titre des fonds d'alimentation, conformément au plan de retrait progressif.
64. Les femmes contribueront de façon décisive à la réalisation des objectifs du programme de pays. À cette fin, des mesures seront prises pour faire en sorte que 70 pour cent au moins des participants aux processus décisionnels et à la gestion des ressources soient des femmes. Dans le cadre d'activités de formation et de sensibilisation, le PAM s'emploiera activement à faire évoluer les communautés pour que les femmes aient accès aux vivres et autres ressources de base et bénéficient des mêmes conditions de participation que les hommes. Les Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes sont pris en compte dans les documents opérationnels convenus avec le gouvernement et dans les mémorandums d'accord signés avec les partenaires stratégiques.
65. Des activités complémentaires seront entreprises pour obtenir des institutions privées, organisations et autres intéressés qu'ils versent des contributions volontaires en espèces aux fonds d'alimentation communautaires. Le PAM favorisera l'établissement de relations avec le secteur agro-industriel et les grandes entreprises privées afin d'appuyer la politique du gouvernement concernant la participation du secteur privé aux programmes d'alimentation scolaire. Une vigoureuse campagne de promotion des programmes d'alimentation scolaire durables, financée par le secteur privé, sera lancée en coordination avec le bureau régional. Une place particulière sera faite à des questions telles que



l'alimentation scolaire pour tous et l'apport —au lieu d'aliments enrichis— de produits naturels qui constituent une alimentation saine.

### Principaux problèmes, risques et hypothèses

66. Les catastrophes naturelles récurrentes et leur impact sur les familles et les communautés les plus pauvres mettent en évidence la vulnérabilité socio-environnementale des enfants et des familles des zones rurales. Leur situation est exacerbée par le déclin prolongé du secteur agricole et la perte de pouvoir d'achat. Une aggravation de la situation socio-économique ou une grave catastrophe naturelle risque de retarder le processus de retrait.
67. L'aide alimentaire ciblée sur les communautés les plus pauvres n'aura pas d'effet défavorable sur le marché national ou les marchés locaux, car les quantités de produits transférés dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire sont faibles. Et, par ailleurs, l'aide alimentaire contribuera sans aucun doute à améliorer la sécurité alimentaire des enfants des écoles.
68. La couverture des centres d'éducation préscolaire est très faible au niveau national; le gouvernement n'a commencé que récemment à offrir des services d'éducation de base aux enfants de moins de 6 ans. Il faudrait renforcer les liens entre ces centres et les écoles primaires. Mais la mise en oeuvre des activités au titre des fonds d'alimentation communautaires exigera un effort concerté et l'élaboration d'un calendrier pratique. La réussite dépendra, dans une certaine mesure, des possibilités qui seront mises à profit et de l'utilisation concrète par les enseignants, les parents, les entrepreneurs locaux et les responsables communautaires des moyens d'assistance technique et de formation.
69. Le gouvernement n'a pas encore approuvé la politique nationale sur la sécurité alimentaire. Compte tenu du fait que le pays n'est qu'à un an des prochaines élections présidentielles, il existe un léger risque de changement dans la politique publique. Toutefois, les résultats antérieurs —y compris le programme EDUCO/Banque mondiale qui est bien établi— ont donné la preuve de l'engagement du gouvernement en matière d'éducation et d'alimentation scolaire.

## PROCESSUS DE GESTION DU PROGRAMME

### Évaluation

70. Ce programme de pays de la deuxième génération pour El Salvador représente un effort conjoint du PAM et du gouvernement. Il est aussi étroitement lié aux programmes de pays de l'UNICEF et du PNUD. Compte tenu du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, les cycles de ces trois programmes de pays ont été harmonisés et prendront fin en 2007.
71. Les activités proposées dans le programme de pays ont été formulées conformément aux lignes directrices énoncées dans le Manuel de conception des programmes du PAM.

### Mise en oeuvre du programme

72. Les principales institutions qui coordonneront les activités dans le cadre du programme de pays sont les suivantes: Ministère de l'éducation, ISNA, SNF et PAM. Le dispositif de coordination en place pour mettre en oeuvre l'activité 1 sera renforcé, et de nouveaux arrangements seront pris pour l'activité 2.





73. Afin que le gouvernement puisse entièrement financer l'activité fondamentale 1 compte tenu du calendrier de retrait progressif, il faudra disposer de suffisamment de ressources humaines et techniques avant la fin du programme de pays. Le PAM jouera un rôle important en transférant des connaissances d'ordre théorique et pratique aux institutions nationales et locales et aux partenaires d'exécution. Il veillera aussi à assurer la synchronisation, grâce à une parfaite intégration, de la mise en oeuvre des activités 1 et 2 dans les communautés visées, ainsi que l'évaluation régulière des mécanismes pilotes pour en tirer des enseignements à mettre à profit dans un programme élargi au titre de l'activité 2, qui sera mis en oeuvre par le gouvernement, les ONG et les donateurs.
74. Tous les ans, un plan de travail sera établi pour chaque activité du programme afin de s'assurer la possibilité d'ajuster, si nécessaire, l'activité elle-même, son ciblage et le calendrier correspondant. Afin d'obtenir les résultats escomptés, il sera également essentiel que le gouvernement et les communautés assurent le suivi des allocations de ressources.
75. L'achat de produits alimentaires sur le marché local sera prioritaire, car il aidera les petits agriculteurs et réduira les coûts des produits et de la logistique. Dans le cadre de l'activité 2, les communautés produiront des produits alimentaires de complément pour les programmes d'alimentation scolaire.

### Stratégie de retrait

76. Le gouvernement s'est fermement engagé à trouver progressivement les ressources nécessaires pour gérer et mettre en oeuvre les programmes d'alimentation scolaire. Au cours des dernières années, il a honoré ses engagements, en assumant la pleine responsabilité de ces programmes dans 6 des 14 départements du pays.
77. L'appui du PAM à la mise en place et à l'essai des mécanismes de retrait progressif est indispensable à la réussite du transfert des activités d'alimentation scolaire, en particulier sur une large échelle. Ces mécanismes sont importants pour assurer l'élargissement continu des activités préscolaires. Étant donné que les fonds d'alimentation communautaires mis en place constitueront des mécanismes pilotes dotés d'une certaine souplesse, ils fourniront au SNF l'appui dont il aura besoin pour atteindre un plus grand nombre de centres d'éducation préscolaire et d'écoles primaires; renforcer la gestion et l'appui financier des communautés à ses activités; et faire participer le secteur public au financement des programmes d'alimentation scolaire.
78. Dans le cadre de ce programme de pays, le gouvernement, avec l'appui des communautés et des parents, créera une capacité suffisante pour poursuivre les programmes d'alimentation scolaire au-delà de 2007. Pour y parvenir, il faudra que le gouvernement, en partenariat avec les communautés, renforce les engagements pris pendant la mise en oeuvre du programme de pays.
79. Au titre de l'activité 1, afin d'assurer la logistique nécessaire pendant la période de transition, le PAM fournira des produits alimentaires aux écoles du département de Chalatenango jusqu'à la fin de l'année scolaire 2004. Pour les écoles des autres départements, le transfert se fera comme suit: Cabañas à la fin de 2005, Morazán à la fin de 2006, et Ahuachapán à la fin de 2007.
80. Comme l'activité 2 est censée constituer un mécanisme d'appui au processus de retrait, les initiatives prises au titre de cette activité complèteront autant que possible le plan de retrait du programme d'alimentation scolaire.



## Durabilité

81. La participation et l'engagement des communautés sont indispensables à la réussite des programmes d'alimentation scolaire dans les centres d'éducation préscolaire et les écoles élémentaires. La capacité des parents, des enseignants, des étudiants et des responsables des communautés sera renforcée en conséquence.
82. L'aide alimentaire apportée aux familles qui participent aux activités au titre des fonds d'alimentation communautaires prendra fin trois ans après le début des activités menées dans la communauté. Cela correspond au minimum de temps nécessaire pour mettre en place la capacité organisationnelle et commencer à tirer des ressources des activités de production pour appuyer les programmes d'alimentation scolaire.

## Suivi et évaluation du programme

83. Le programme de pays est axé sur les résultats afin d'assurer la transparence et d'améliorer la gestion. Conformément aux engagements pris par le PAM, toutes les informations entrées dans le système seront ventilées par sexe de manière à permettre de procéder à une évaluation utile du rôle des femmes et de l'avancée vers l'égalité des sexes.
84. Une étude de base sera faite à partir de celle qui avait été utilisée pour le programme de pays précédent et qui sera modifiée pour y inclure les activités au titre des fonds d'alimentation communautaires. Il est prévu de procéder à une évaluation à mi-parcours trois ans après le début de la mise en oeuvre. Une évaluation finale serait faite pour tirer les enseignements de la longue expérience du PAM en matière d'alimentation scolaire en El Salvador. Il sera alors important d'évaluer l'état d'avancement du plan de retrait progressif et l'efficacité de la contribution des activités pilotes aux programmes d'alimentation scolaire.
85. Des indicateurs ont été retenus pour évaluer si: a) les objectifs et les buts du programme de pays ont été atteints, et les produits escomptés obtenus; b) le processus de retrait progressif est en bonne voie; et c) la durabilité du programme sera assurée.

---

## RECOMMANDATION

86. Le Directeur exécutif demande au Conseil d'administration d'approuver, selon une procédure "d'approbation tacite", le programme de pays pour El Salvador pour la période 2003–2007, d'un montant de 7 323 620 dollars, couvrant la totalité des coûts opérationnels directs.



## ANNEXE I

### RÉSUMÉ DU SSP POUR EL SALVADOR (WFP/EB.3/2002/7/3)

Le schéma de stratégie de pays (SSP) et le programme de pays de la première génération (1998–2002) pour El Salvador ont été présentés au Conseil d'administration en janvier et mai 1998, respectivement. Le programme de pays s'attachait à répondre aux besoins des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes par le biais d'activités dans le domaine de la santé et de l'éducation. Le gouvernement a largement contribué au programme de pays en établissant un plan échelonné détaillé en vue de prendre entièrement en charge la responsabilité de l'aide alimentaire à la fin de la période.

Deux catastrophes majeures ont mis un frein au redressement économique d'El Salvador, ce qui a perturbé le plan de transfert élaboré par le gouvernement. En 1998, le cyclone Mitch a provoqué des pertes se montant à 260 millions de dollars E.-U., soit 2,2 pour cent du produit intérieur brut (PIB), puis deux graves tremblements de terre en 2001 ont entraîné des pertes d'un montant de 1 604 millions de dollars, soit 5,6 pour cent du PIB. Les ménages ont été touchés par les dégâts et le nombre de personnes pauvres et exposées à l'insécurité alimentaire est passé à 66,4 pour cent, contre 61,5 pour cent précédemment, principalement en milieu rural. Selon une évaluation des besoins alimentaires effectuée récemment par le PAM dans les quatre départements les plus touchés par la sécheresse de 2001 (Ahuachapán, Cabañas, Morazán et La Unión), 100 000 personnes vivent dans l'insécurité alimentaire et 27,7 pour cent de la population ne dispose pas de revenus suffisants pour couvrir le coût d'un assortiment alimentaire équivalent à 2 100 kilocalories par personne et par jour.

D'après une évaluation du programme de pays en cours, la stratégie du programme a identifié correctement les principales causes de l'insécurité alimentaire et les solutions. Cette évaluation a conclu également que le programme de pays a eu un impact significatif sur les politiques en matière d'éducation et de santé et a noté que l'approche globale était cohérente et complémentaire. Le meilleur ciblage géographique du programme de pays a été efficace et efficace, en particulier eu égard à l'identification des zones où la prévalence de la malnutrition infantile est très élevée.

El Salvador a l'une des plus fortes densités de population de l'Amérique latine et des Caraïbes et enregistre le plus faible taux de scolarisation d'Amérique latine. Selon la Banque mondiale, seulement 14,7 pour cent des enfants ont accès à l'éducation préscolaire. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué en 1998 que 15,8 pour cent des enfants et des adolescents de 7 à 17 ans étaient analphabètes.

Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM concentrera ses activités de développement sur cinq objectifs. Ce SSP de la deuxième génération, dans le cadre du plan de la Nouvelle Alliance élaboré par le gouvernement et des délibérations en cours pour le bilan commun de pays, s'attachera à deux de ces objectifs:

- permettre aux ménages pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation (objectif 2 de la politique visant à favoriser le développement); et
- permettre aux familles pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver (objectif 3 de la politique visant à favoriser le développement).

La stratégie du SSP met l'accent sur la création de mécanismes de transfert pour la mise en place d'activités d'alimentation scolaire viables bénéficiant de l'appui du gouvernement, avec des contributions des communautés et des parents.



L'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour El Salvador est en cours et devrait être achevée d'ici la fin 2002. Le cycle de programmation des Nations Unies va de 2003 à 2007. Selon ce cycle, les programmes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et du PAM commenceront tous en 2003. Seul l'UNICEF a annoncé qu'il ne pouvait pas harmoniser son programme en cours avec le cycle approuvé. Le nouveau programme de pays du PAM sera intégré dans les documents du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Au fil de l'harmonisation de la programmation au sein du système des Nations Unies, le PAM s'efforcera de multiplier les possibilités de collaboration et de coordination.

---

### **POINTS ESSENTIELS DU DÉBAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE SSP POUR EL SALVADOR (WFP/EB.3/2002/15)**

Le Conseil a beaucoup apprécié le document, et en particulier le fait qu'il était conforme aux priorités du gouvernement et à l'engagement pris par ce dernier de parvenir à la sécurité alimentaire dans le pays. L'accent a été mis sur la nécessité de mobiliser toutes les ressources nécessaires pour l'exécution du programme de pays de façon à ne pas risquer que les résultats souhaités ne puissent être atteints.

Des membres ont indiqué qu'il importait de mesurer les résultats et de sélectionner des indicateurs appropriés pour suivre les progrès accomplis, et il a été recommandé d'utiliser la méthode du cadre logique pour la conception du programme de pays.



## PROGRAMME DE PAYS—EL SALVADOR (2003–2007)—CADRE LOGIQUE

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
<b>But au niveau national</b>		
Réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême	Réduction de 15 pour cent du nombre de familles gagnant moins de 100 dollars	
<b>But du programme de pays</b>		
Améliorer durablement les moyens de subsistance des familles vivant dans les quatre départements les plus pauvres	Pourcentage des dépenses des ménages consacrées à l'alimentation	Politique nationale sur la sécurité alimentaire non approuvée
	Pourcentage de ménages ayant au moins l'apport énergétique minimum	
	Pourcentage des dépenses des ménages consacrées à l'éducation	
	Pourcentage des dépenses des ménages consacrées aux services de santé	
<b>Objectif du programme de pays</b>		
Élever le niveau d'instruction des filles et des garçons de 6 à 12 ans	Nombre d'enfants ayant achevé leurs études primaires	Impact des catastrophes naturelles récurrentes dans les communautés rurales Déclin prolongé de l'économie agricole
		Diminution de la capacité économique de la population la plus vulnérable

## ANNEXE II



## PROGRAMME DE PAYS—EL SALVADOR (2003–2007)—CADRE LOGIQUE

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
<b>Objectif de chaque activité</b>		
<b>Activité fondamentale 1</b>		
1.1 Améliorer le pouvoir de concentration et la capacité d'apprentissage en réduisant la faim immédiate	Augmentation du nombre moyen d'années de scolarisation des enfants  Amélioration de la perception qu'ont les enseignants de l'aptitude des enfants à se concentrer et à apprendre grâce à l'alimentation scolaire	École fonctionnant un nombre raisonnable de jours par an
1.2 Augmenter le nombre des inscriptions et la fréquentation dans les écoles primaires et les centres d'éducation préscolaire	Augmentation du pourcentage de filles et de garçons qui fréquentent l'école  Augmentation du pourcentage de filles et de garçons scolarisés	Instabilité du système scolaire
1.3 Réduire le nombre des abandons dans les écoles primaires et les centres d'éducation préscolaire	Diminution des taux d'abandons scolaires, par sexe et par année d'études	
1.4 Développer le recours aux meilleures pratiques de manutention des produits alimentaires et de soins de santé préventifs	Pourcentage de filles et de garçons ayant de bonnes habitudes d'hygiène  Pourcentage d'écoles respectant les normes requises en matière d'hygiène et d'assainissement  Pourcentage d'écoles approvisionnées en eau potable	



## PROGRAMME DE PAYS—EL SALVADOR (2003–2007)—CADRE LOGIQUE

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
<b>Activité fondamentale 2</b>		
2.1 Renforcer la capacité d'appui des communautés à la durabilité du programme d'alimentation scolaire	<p>Au total, 135 comités sont organisés et opérationnels</p> <p>Contributions (en nature et en espèces) des familles participantes aux fonds d'alimentation communautaires</p> <p>Pourcentage de femmes et d'hommes contribuant aux fonds d'alimentation communautaires</p> <p>Entreprises privées contribuant aux programmes d'alimentation scolaire (nombre et montant en dollars)</p>	<p>Faible couverture et insuffisance institutionnelle des centres d'éducation préscolaire</p> <p>Attitude défavorable des institutions et des communautés à l'égard de l'éducation préscolaire</p>
<b>Principaux produits</b>		
1.1.1 356 000 filles et 328 500 garçons reçoivent une ration alimentaire quotidienne pendant 180 jours par an	<p>Nombre d'enfants qui ont reçu une ration alimentaire quotidienne</p> <p>Nombre de jours pendant lesquels des rations ont été distribuées</p>	
1.1.2 1 500 écoles distribuent régulièrement les rations alimentaires	<p>Pourcentage d'écoles qui ont distribué les rations durant les deux premières heures de la journée d'école</p> <p>Pourcentage d'écoles qui ont distribué des rations pendant cinq jours par semaine</p>	
1.1.3 356 000 filles et 328 500 garçons reçoivent un complément quotidien de micronutriments	<p>Pourcentage d'enfants qui reçoivent des aliments enrichis, par sexe et par année d'études</p> <p>Nombre de jours pendant lesquels les enfants ont reçu les aliments enrichis</p>	



## PROGRAMME DE PAYS—EL SALVADOR (2003–2007)—CADRE LOGIQUE

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses
1.2.1 60 000 mères et pères sont amenés à prendre conscience de l'importance de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire	Pourcentage de parents qui ont reçu une formation pour leur faire prendre conscience de l'importance de l'éducation	
1.4.1 61 500 mères, pères et enseignants apprennent les bonnes pratiques en matière d'alimentation et d'hygiène	Pourcentage de parents et d'enseignants qui ont reçu une formation en matière de santé, d'alimentation et de nutrition	
1.4.2 85 pour cent des écoles primaires et des centres d'éducation préscolaire sont équipés de cuisines fonctionnelles, de locaux d'entreposage, de réfectoires et de latrines séparées pour les garçons et les filles	Augmentation du nombre d'écoles équipées de cuisines, de locaux d'entreposage, de deux latrines séparées et d'un réfectoire	
2.1.1 135 communautés seront en mesure d'entreprendre des activités opérationnelles de production et/ou de commercialisation de produits alimentaires et autres	Pourcentage d'écoles ayant des projets de production fonctionnels Pourcentage d'écoles recevant des produits alimentaires provenant des communautés productrices	
2.1.2 12 150 mères et pères ont reçu au total 1 823 rations alimentaires mensuelles	Nombre de femmes et d'hommes qui ont reçu une ration alimentaire Nombre de rations reçues	
2.1.3 4 050 mères et pères ont été formés à l'organisation du travail communautaire, à la gestion des fonds et aux activités de production	Pourcentage d'hommes et de femmes formés aux activités de production	

### Bénéficiaires cibles

Sur une période de quatre ans et demi:

**Activité 1:** Au total, 684 500 enfants —356 000 filles et 328 500 garçons— de 4 à 12 ans, fréquentant les écoles primaires et les centres d'éducation préscolaire, recevront une ration alimentaire quotidienne pendant 180 jours par an.

**Activité 2:** Au total, 12 150 mères et pères d'enfants d'écoles primaires et de centres d'éducation préscolaire recevront 1 823 rations alimentaires mensuelles.





## ANNEXE III

**BUDGET PRÉVISIONNEL DU PROGRAMME DE PAYS POUR EL SALVADOR  
(2003–2007)  
ACTIVITÉS FONDAMENTALES**

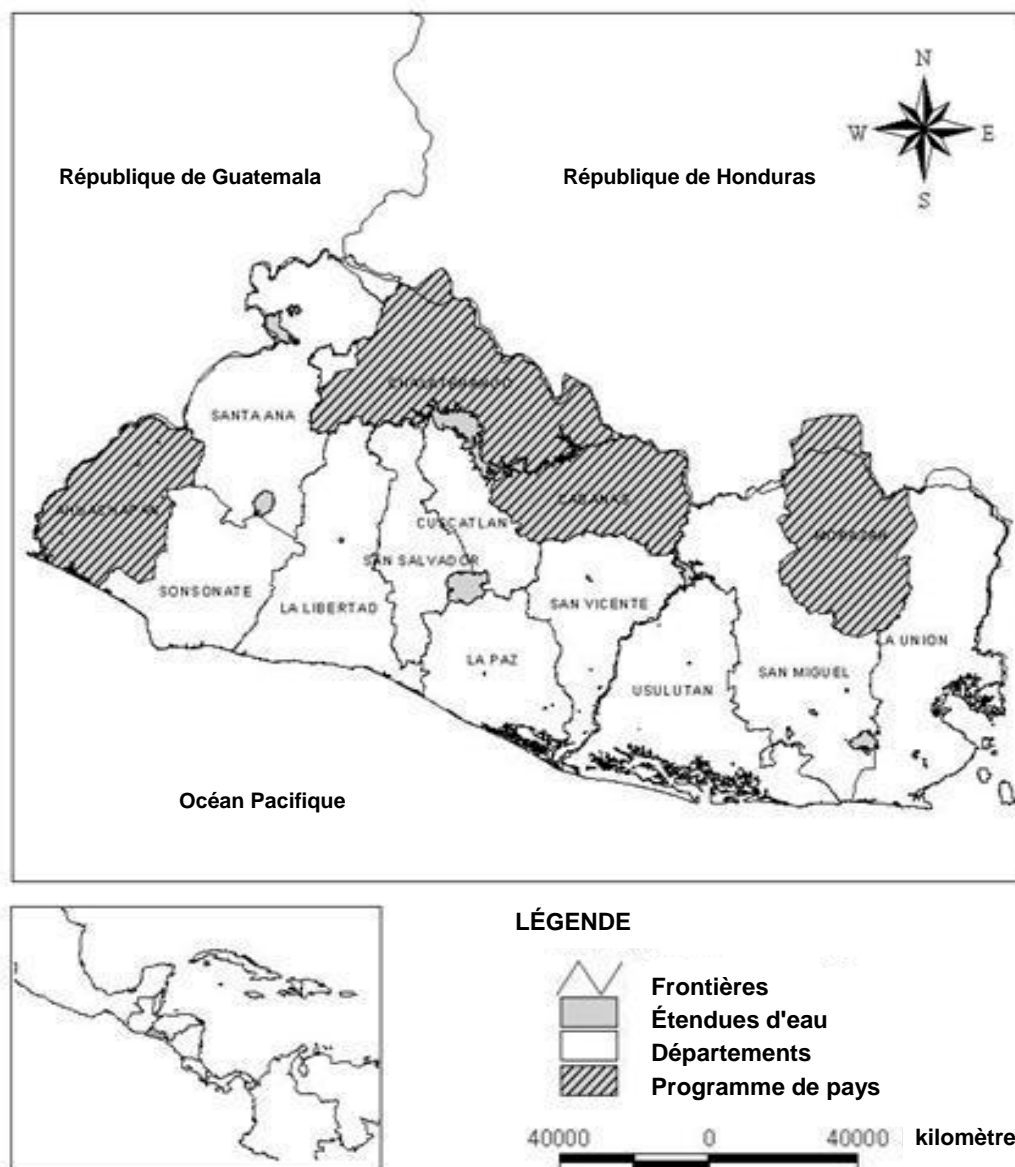
	Activité 1 Alimentation scolaire	Activité 2 Fonds d'alimentation communautaire	Total
Produits alimentaires (tonnes)	18 151	738	18 889
Produits alimentaires (dollars)	4 849 979	157 957	5 007 936
Transport extérieur	2 087 331	84 893	2 172 224
Autres COD	138 600	4 860	143 460
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>	<b>7 075 910</b>	<b>247 710</b>	<b>7 323 620</b>
CAD <sup>1</sup>	282 892	9 908	292 800
CAI <sup>2</sup>	515 109	18 040	533 149
<b>Total, coûts pour le PAM</b>	<b>7 873 911</b>	<b>275 658</b>	<b>8 149 569</b>
Contribution du gouvernement	12 016 262	311 385	12 327 647

<sup>1</sup> Le montant des CAD est un chiffre indicatif présenté pour information au Conseil. Le montant annuel des CAD imputé à un programme de pays est examiné et révisé chaque année après évaluation des besoins au titre des CAD et des ressources disponibles.

<sup>2</sup> Le taux des CAI peut être modifié par le Conseil d'administration durant la période d'exécution du programme de pays.

## ANNEXE IV

## PROGRAMME DE PAYS EL SALVADOR 2003–2007



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
COD	Coûts opérationnels directs
EDUCO	<i>Educación con participación de la comunidad</i> (Programme scolaire d'El Salvador géré par les communautés)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FUSADES	Fondation salvadorienne pour le développement économique et social
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
ISNA	Institut salvadorien pour le développement intégré des enfants et des adolescents
ONG	Organisation non gouvernementale
OXFAM	Comité d'Oxford de secours contre la famine
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SNF	Secrétariat national à la famille
SSP	Schéma de stratégie de pays
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance